

### *Les crédits*

Voilà un cas de compressions qui vont à l'encontre du but recherché. C'est peut-être la même situation dans plusieurs autres domaines. Voici donc ma question. Même s'il faut évidemment économiser de l'argent, n'est-il pas vrai qu'il faut faire preuve de discernement dans les efforts de réduction du déficit, de manière qu'on ne fasse pas de compressions dans des domaines, comme celui des arts et de la culture, où elles auront un effet contraire à celui qui est recherché?

**M. Redway:** Monsieur le Président, il faut quand même faire preuve de discernement quand on fait des réductions, en fait, pour tout ce qui touche les mesures budgétaires.

Personnellement, je crois aussi que nous devrions créer plus d'emplois pour eux, et c'est ce que les Canadiens demandent d'ailleurs.

• (1240)

Heureusement, certains éléments du budget sont susceptibles de créer des emplois. Je tiens à signaler au député que le ministre des Finances a bien dit dans son budget que des changements fiscaux s'imposent pour tenir compte des équipements neufs qui se déprécient rapidement, renforcer l'accès des entreprises canadiennes aux technologies nouvelles et améliorer les incitatifs offerts aux petites entreprises innovatrices. Il a également annoncé de nouveaux projets d'infrastructure qui créeront 15 000 années-personnes d'emploi de plus.

Toutes ces mesures sont extrêmement importantes et nécessaires, car le gros problème qui a retenu l'attention de tout le monde, c'est le fait que les prévisions avancées dans le budget sont douteuses parce que les précédentes se sont révélées inexactes. Si l'on compare les prévisions de l'an dernier à ce qui s'est produit, on se rend compte que les dépenses de programme réelles sont en fait inférieures aux prévisions et cela, d'un milliard de dollars. On a payé 700 millions de dollars de moins que prévu dans le budget de l'an dernier au titre des intérêts sur la dette nationale.

Le gros du problème provient des recettes, qui accusent un manque à gagner de quelque neuf milliards de dollars. Il faut redonner de l'emploi aux Canadiens afin d'augmenter le nombre de contribuables et de s'assurer que cet élément de l'équation ne soit plus un problème.

**M. de Jong:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député a profité de l'occasion pour finir son discours au lieu de répondre à ma question.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Le rappel au Règlement n'est pas fondé. Le député de Broadview—Greenwood a la parole.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le député. Comme moi, il représente une circonscription de Toronto. Je voudrais lui poser une question précise ayant trait à l'usine de fourgonnettes General Motors de Scarborough où beaucoup d'électeurs de nos deux circonscriptions travaillent.

Il s'agit là de la plus importante fermeture d'usine rentable de production d'automobiles jamais vue au Canada. Au cours des dix dernières années, elle a rapporté près de 2,2 milliards de dollars. Ce chiffre provient de General Motors. La société dit qu'il s'agit d'une de ses usines les plus efficaces. Trois mille cinq cents ouvriers qualifiés, hommes et femmes, qui créent des emplois indirects chez les fournisseurs de pièces, se retrouveront sans travail jeudi.

Ils deviendront des chômeurs, peut-être ensuite des assistés sociaux et, en une seule année, ils coûteront au Trésor public entre 500 millions et 700 millions de dollars en prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale, sans compter les frais médicaux assurés et les autres frais.

N'utiliserions-nous pas mieux notre argent en négociant avec General Motors un plan d'assistance pour moderniser l'usine? D'après le syndicat des travailleurs de l'automobile, le produit est en demande et l'usine pourrait pratiquement être remise à la fine pointe de la technologie pour environ 200 millions de dollars, ce qui permettrait aux travailleurs de continuer de travailler, de payer des impôts, de dépenser dans les restaurants et dans les magasins, et de soutenir toutes les activités normales d'une collectivité.

À mon sens, l'argent des contribuables serait plus judicieusement dépensé si l'on injectait 200 millions de dollars dans une usine à la fine pointe de la technologie pour garder des gens au travail que si on la fermait pour verser 700 millions de dollars par année en assurance-chômage. En fin de compte, ce sont les mêmes contribuables qui doivent payer la note.

Le député pourrait-il répliquer à ces remarques?

**M. Redway:** Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que j'éprouve la plus profonde sympathie pour les travailleurs touchés par la fermeture de l'usine de fourgonnettes de Scarborough.

• (1245)

Mais ces travailleurs ne sont pas les seuls avec qui je sympathise au plus haut point. Le député et moi représentons la même collectivité et il sait que celle-ci est durement mise à l'épreuve par la récession. Nous avons perdu beaucoup d'entreprises et nous avons perdu beaucoup d'emplois. Il s'agit d'un problème de conjoncture